

Acteurs non étatiques et privatisation des guerres : les nouveaux réseaux hybrides de la militarisation

Sami Makki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18979>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 635-636

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Sami Makki, « Acteurs non étatiques et privatisation des guerres : les nouveaux réseaux hybrides de la militarisation », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18979>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

EHESS

Acteurs non étatiques et privatisation des guerres : les nouveaux réseaux hybrides de la militarisation

Sami Makki

Sami Makki

- 1 AU cours de ces douze séances d'enseignement, nous avons présenté et analysé les discours, stratégies et pratiques des acteurs privés dans les guerres contemporaines pour approfondir les travaux entamés lors de l'année universitaire 2005-2006. Au-delà de l'étude traditionnelle des acteurs publics (États, organisations internationales et régionales), notre réflexion, et celle des étudiants par le biais de présentations orales et de débats, a porté sur le rôle grandissant des acteurs non étatiques – organisations non gouvernementales humanitaires, de développement ou militantes, multinationales exploitant les ressources énergétiques, entreprises commerciales de reconstruction et de services, sociétés de sécurité privées et sociétés militaires privées – dans la privatisation des guerres actuelles. En nous appuyant sur des sources bibliographiques, documentaires, photographiques et cinématographiques variées, nous avons tenté d'enrichir cette analyse stratégique par une étude des différentes formes de représentation des guerres, du début des années 1990 à l'aube du XXI^e siècle.
- 2 Afin d'inscrire notre réflexion dans l'actualité des débats européens et américains sur l'avenir de l'humanitaire et la transformation des guerres, nous avons insisté sur les problématiques de coordination et d'intégration entre acteurs publics et privés, civils, militaires et paramilitaires durant les différentes temporalités des conflits (prévention/préemption, gestion, stabilisation et reconstruction). En analysant les situations d'occupations militaires dans le Moyen-Orient contemporain, nous avons proposé une étude critique des systèmes de reconstruction des États dans l'après-conflit, en nous attachant aux notions de *liberal peace*, de partenariats publics-privés et d'externalisation

qui traduisent toutes une redéfinition des relations entre les États, les forces armées et le marché. Les limites des administrations intérimaires chargées du rétablissement de la paix, par la transformation des sociétés locales vers la démocratie de marché, ont été soulignées. Par de nombreuses analyses de textes et des études de cas, nous avons présenté les dynamiques institutionnelles et opérationnelles (commercialisation de l'aide, intégration des dispositifs de sécurité et de développement) tournées vers une synchronisation des actions entre acteurs civils et militaires, ce qui brouille les frontières et les identités traditionnelles. Face aux « menaces transnationales et asymétriques », les modes opératoires occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, OTAN et Union européenne) passent par des actions unilatérales ou collectives (alliances, coalitions) et reposent sur la combinaison du pouvoir d'influence des acteurs non étatiques (*soft power*) et le développement de nouvelles capacités de conduite de guerres en réseaux (*netwars* et *Network centric warfare*) actuellement expérimentées en Irak et en Afghanistan.

- 3 Les trois dernières séances ont été consacrées aux questions méthodologiques dans l'étude de ces nouveaux enjeux sécuritaires nationaux et transnationaux. Réunissant des étudiants aux formations et expériences variées, ce séminaire a été l'occasion de débattre de l'importance de la méthode interdisciplinaire pour comprendre les métamorphoses des interactions stratégiques entre acteurs étatiques et entités non étatiques dans une perspective historique, durant les quinze dernières années.
- 4 Enfin, nous nous sommes interrogés sur la place des « sociétés civiles » du Nord et du Sud dans le contrôle démocratique de ces processus de militarisation et de privatisation de la gestion des conflits internationaux. Quelles méthodes la recherche scientifique doit-elle adopter pour penser son rôle et ses responsabilités dans la transmission du savoir sur ces problématiques et dans l'amélioration du débat démocratique sur les nouveaux enjeux de défense aux niveaux national et européen ? Pour le chercheur comme pour le praticien, quels sont les enjeux éthiques et déontologiques soulevés par ces questions de sécurité qui sont devenues si essentielles alors qu'elles envahissent notre quotidien de citoyens d'un monde globalisé et surmédiatisé ? Pour les sciences sociales, les implications de ces mutations profondes dans les secteurs de la défense et de la sécurité n'ont été qu'entrevoies par certains auteurs. De nouveaux chantiers de recherche doivent être lancés pour mieux saisir toute la complexité de ces phénomènes.

INDEX

Thèmes : Sociologie